

La magouille des retraites : une imposture tramée contre la fraternité des travailleurs

Huit milliards d'habitants, une pandémie qui reprend des forces à la moindre anomalie météorologique (dérèglement climatique oblige ...), une crise économique liée à la destructuration du commerce mondialisé et à l'inflation galopante qui s'en suit, des gouvernements locaux qui se tirent dans les pattes ... Tout ça va à vau l'eau car **l'ordre mondial n'est pas établi**. L'ONU se contente d'exister sans prendre la moindre initiative qui lui conférerait du poids, les multimillionnaires qui s'enrichissent chaque jour un peu plus et coulent des jours heureux dans les quartiers chics du monde entier bien gardés par leurs milices privées de sbires béats devant tant de richesse, les soi-disant dirigeants qui mettent de l'huile sur le feu : on est bien barré ! Le manque de culture criant de la majorité des journaliers n'arrange rien. Ils sont à l'affût des indices qui pourraient les faire mousser – la bagarre, par exemple, entre le prince Harry et son frère, ou le visage boursoufflé de POUTINE – mais ignorent que le néolithique ne coïncide pas avec les dinosaures ...

Les cyberattaques plus ou moins inventées ont lieu contre les établissements scolaires et le ministre de l'Éducation nationale, successeur de ceux qui n'avaient pas détecté les négationnistes visant les CDI des lycées il y a quelques années, reste coincé dans le rôle qui l'a décroché en portant sa cravate comme il faut ! L'insécurité, si chère à DARMANIN, règne ... et les Français continuent leur bonhomme de chemin en attendant les grèves qui ne manqueront pas d'éclater quand le gouvernement et le Parlement s'affronteront sur la « réforme » des retraites.

La population de l'UE, comme, à un moindre degré, la population française, vieillit et le système des retraites, toujours sur la pile de dossiers des décideurs politiques depuis 1995, se pose à nouveau. Dans le débat concernant l'allongement du temps de travail au cours d'une vie professionnelle, on n'entend presque jamais parler de la productivité au travail. Le travail global a augmenté sa productivité en relation avec les révolutions économiques, en particulier industrielles, que l'humanité a vécues. Travailler douze heures par jour pour extraire du minerai comme le faisaient des gamins de douze-treize ans au XIX^{ème} siècle, ou travailler trente cinq heures par semaine quelle que soit la tâche à accomplir, n'est pas la même chose : **cela est lié aux progrès techniques** en tout genre qui bénéficient à l'ensemble de travailleurs salariés ou indépendants. Que cela soit dû en particulier au capitalisme qui y trouve plus que son compte, n'a rien à faire sauf que **ses investissements ont permis d'augmenter la productivité du travail, le travail de chacun d'entre nous**. Le CNR de 1944 a posé les principes de ce qui devait revenir aux travailleurs âgés et à la retraite en partant du **principe de la répartition** entre ce qui est payé par les actifs sur les revenus de leur travail et les sommes à verser pour les retraites et pensions. **Il s'agissait d'une entente entre les actifs et les retraités** : la loi intervient pour fixer les règles mais n'est pas gestionnaire des fonds qui appartiennent aux travailleurs eux-mêmes. Or, **l'État de la Vème République a budgétisé ces fonds et à détourner ainsi le système des retraites par répartition**.

Détournement des principes et oubli de la productivité augmentée du travail, voilà sur quel arrière-plan complètement occulté le premier ministre Elisabeth BORNE entend faire passer ses règles pour allonger le temps de travail obligatoire des travailleurs avant de toucher la retraite. **Il s'agit d'une imposture supplémentaire pour abonder le budget de l'État peu républicain aux dépens des travailleurs actifs et retraités, solidaires et fraternels** : la République, telle que pratiquée par le squatter de l'Élysée, prélève sur les revenus dus au travail un impôt et se charge d'en prélever davantage par sa soi-disant réforme des retraites ! Les Français ne sont pas contents de ce tour de passe-passe et ils ont bien raison. L'arbre ne doit pas cacher la forêt : la « réforme » des retraites est antirépublicaine et, qui plus est, en opposition à la République sociale à laquelle aspirent les Syndicats e.i.L. Convergence.

Capitalismus delendus est.